



## **Assemblée générale**

Distr.  
LIMITÉE

A/CONF.164/L.7  
10 juin 1993  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS  
DE POISSONS DONT LES DEPLACEMENTS S'EFFECTUENT  
TANT A L'INTERIEUR QU'AU-DELA DES ZONES  
ECONOMIQUES EXCLUSIVES (STOCKS CHEVAUCHANTS)  
ET LES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS  
New York, 12-30 juillet 1993  
Point 6 de l'ordre du jour\*

### ORGANISATION DES TRAVAUX

#### Liste de questions

(Présentée par la délégation de la République de Corée)

1. Amélioration des mesures actuelles de conservation et de gestion aussi bien en haute mer que dans la zone économique exclusive :
  - Etablissement d'un lien entre les mesures de conservation appliquées à l'intérieur de la zone économique exclusive et celles appliquées au-delà de cette zone (gestion des ressources halieutiques, s'agissant des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs situés dans la zone économique exclusive);
  - Mise sur pied, sous le parrainage conjoint des Etats concernés, d'un régime commun de gestion fondé sur une évaluation scientifique des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs.
2. Explication des règles à suivre pour l'interprétation de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1982) : Convention de Vienne sur le droit des traités (1969) ou règles du droit coutumier international.
3. Explication et définition, en vertu de la Convention sur le droit de la mer, des droits et obligations en haute mer, des Etats côtiers et de ceux qui pratiquent la pêche hauturière.
4. Droits et intérêts des Etats côtiers aux termes du paragraphe 2 de l'article 63 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

---

\* A/CONF.164/5.

5. Nécessité de recueillir les informations scientifiques les plus fiables dont on puisse disposer avec la participation et le concours de toutes les parties soucieuses de définir des mesures de conservation des ressources halieutiques en haute mer, notamment des mesures prévoyant la collecte et l'échange systématiques de données scientifiques et de statistiques relatives aux captures.

6. Création de nouvelles organisations régionales et sous-régionales aux fins de l'adoption de mesures de conservation des ressources halieutiques en haute mer.

7. Droits des nouveaux adhérents aux mécanismes régionaux et sous-régionaux de conservation des ressources halieutiques en haute mer, de bénéficier d'une partie de ces ressources.

8. Examen visant à déterminer si la juridiction unilatérale qui, en matière de conservation, s'exerce au-delà de la zone économique exclusive de 200 milles marins et dans un secteur adjacent à cette zone est légale :

a) En vertu de la Convention sur le droit de la mer;

b) En vertu des règles du droit coutumier international.

9. Règlement des différends relatifs à la conservation et à l'exploitation des ressources halieutiques en haute mer.

-----